

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL / BREN / 2019-169-2

EPUR CENTRE
135 rue Lavoisier
BP 92033
71020 MACON Cedex 9

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.541-1 et L.541-3 ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 16 avril 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de la société EPUR CENTRE à la transmission du projet d'arrêté, dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 octobre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a notamment constaté la présence d'un stockage important de déchets inertes sur une superficie avoisinant les 3 850 m².

CONSIDÉRANT que l'article L.541-1-II du code de l'environnement prévoit que « *la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier* » ;

CONSIDÉRANT que la gestion des déchets est contraire aux dispositions de l'article L.541-1-II considéré ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles de stockage des déchets peuvent générer des risques de pollution pour l'environnement, ce stockage se situant en zone violette Vc dans le PPRi de Mâcon, approuvé le 21 février 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire évacuer les déchets vers des installations autorisées à cet effet, en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de la société EPUR CENTRE à la transmission du projet d'arrêté, dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement « *Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai d'un mois, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé* » ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon (71020), **est mise en demeure**, pour les installations classées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mâcon (71020) – 135 rue Lavoisier :

- **avant le 30 septembre 2019** : de procéder au retrait de l'ensemble des déchets inertes stockés sur la parcelle 124 sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon et à leur élimination vers des filières autorisées à cet effet. Les justificatifs d'élimination des déchets sont transmis à l'inspection de l'environnement.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Mâcon et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de Mâcon pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Mâcon.
- une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de la commune de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Bourgogne-Franche-Comté, et M. le directeur de la société EPUR CENTRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera transmise l'unité départementale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mâcon.

Mâcon, le **18 JUIN 2019**

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

Jean-Claude GENEY